



Pour une reconquête de la Sécurité sociale

Les propos répétés du gouvernement visant à la remise en cause de la Sécurité sociale, tant dans le domaine de la Santé que de la Retraite, doivent alerter les assurés sociaux et les conduire à la plus grande des vigilances.

Pour ce qui concerne l'assurance maladie, sous prétexte d'une augmentation des dépenses de santé, Jacques Barrot et le ministre de la Santé proposent de renforcer le rôle des régimes complémentaires et donc celui de l'assurance privée financés par les seuls salariés sur la base du volontariat.

En renvoyant sur les personnes, le choix de mieux se couvrir, ils introduiraient plus d'inégalités dans le domaine de la santé.

Alors que ce sont les assurés sociaux qui financent par leur travail et leurs cotisations leur SECURITE SOCIALE, les employeurs, eux sont de plus en plus exonérés de cotisations et ainsi désengagés de leurs responsabilités.

En proposant un projet de «reconfiguration» de l'assurance maladie, la CNAMTS s'inscrit dans ce projet global de restructuration de la sécurité sociale.

Depuis plus de cinquante ans, la Sécurité sociale, joue un rôle économique et social essentiel.

Pourtant, chacun le constate, la qualité du service rendu se dégrade. Les conditions et les niveaux de prise en charge sont de plus en plus restrictifs. Les délais de remboursement et de versement des indemnités journalières s'allongent. Il est de plus en plus difficile pour un assuré social d'obtenir un renseignement, une réponse, un rendez-vous.

Dans le même temps, la charge de travail des agents des caisses de Sécurité sociale ne cesse de s'alourdir, leurs conditions de travail et de rémunération de se détériorer.

Les assurés sociaux attendent de la Sécurité sociale, une meilleure réponse à leurs besoins de couverture sociale. Or, un projet de reconfiguration de l'Assurance maladie vise à introduire une logique de marché dans la gestion de la Sécurité sociale.

Un projet négatif pour l'assurance maladie

Ce projet de «reconfiguration» pourrait en effet, ouvrir en grand la couverture maladie à la concurrence, transformer les caisses de sécurité sociale en entreprises industrielles et commerciales, les prestations sociales en produits de consommation et les assurés sociaux en clients.

Au moment où le Gouvernement pousse ses projets de décentralisation, l'Assurance maladie, historiquement départementalisée, se concentrerait en régions. En fait, cette régionalisation loin de rapprocher les caisses des assurés sociaux les en éloignerait.

De plus, cela signifierait à terme que l'accès aux soins pourrait être différent d'une région à l'autre. Ce n'est pas ainsi que les besoins et les attentes des assurés sociaux seront mieux perçus, leurs demandes et les dossiers mieux instruits, les réponses et les prestations plus rapides.

Au-delà, c'est bien toute une conception de la sécurité sociale, de son rôle et de sa finalité qui sont en cause.

Consolider et promouvoir la Sécurité sociale

A l'opposé d'un tel projet, la Cgt propose une Sécurité sociale de haut niveau répondant aux besoins de notre temps.

Elle agit pour que le service public assuré par l'Assurance maladie du régime général puisse s'améliorer et se développer, que le service des prestations soit plus efficace et plus rapide et qu'elles soient pour tous revalorisées.

Elle propose :

▸ **l'amélioration et la simplification des modalités des remboursements des soins et du versement des indemnités journalières. réduction des délais de remboursement ;**

▸ **l'amélioration des taux de remboursement, notamment de l'optique, des prothèses dentaires, de l'orthodontie, des appareillages, de produits indispensables aux soins et aujourd'hui non remboursables, des médicaments.**

Nous voulons que la sécu puisse développer ses missions de prévention et d'éducation sanitaire, mieux informer les assurés sociaux de leurs droits, mieux les aider dans leurs démarches.

Pour cela, il faut des organismes proches des assurés sociaux et gérés démocratiquement.

Les caisses primaires doivent être le pivot d'une relation de proximité et de confiance avec les assurés sociaux.

Les administrateurs des caisses de sécurité sociale doivent être élus par les assurés sociaux, leurs droits et devoirs renforcés. Les représentants des salariés doivent être majoritaires dans les conseils d'administration, leurs prérogatives et pouvoirs de gestions élargis. Cette légitimité démocratique doit s'articuler avec de nouvelles formes d'expression des usagers, des professionnels de santé, des associations, des élus politiques... , dans des lieux spécifiques, au niveau local, régional, voire national.

A l'opposé du projet de régionalisation, nous proposons, pour la sécurité sociale, une véritable démocratie sociale de terrain, permettant, dans le respect du principe d'égalité, une meilleure écoute des assurés sociaux, une prise en compte plus réactive de leurs besoins et des réalités.

Pour cela il faut des moyens !

Les moyens pour une sécurité sociale de haut niveau existent. Encore faut-il que les ressources qui reviennent légitimement à la sécu ne lui soient pas retirées.

Il faut mettre un terme aux exonérations de cotisations des entreprises. Ces exonérations atteignent des sommes colossales. Leur montant (19,4 milliards d'euros, soit près de 130 milliards de francs) représentent plus de six fois le « déficit » du régime général annoncé pour 2002.

La taxe sur le tabac et les alcools a été détournée de son objet qui était de financer la branche maladie de la sécu, alors qu'elle représente presque trois fois ce même déficit. D'autres ressources peuvent être dégagées par une contribution sur les revenus financiers à hauteur de ce que versent les salariés, et par le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat.

De même, il faut réformer la cotisation des entreprises pour inciter à la création d'emplois qualifiés et pénaliser les entreprises qui jouent contre l'emploi.

Il faut en finir avec les précarités diverses, emplois, salaires qui détériorent l'état de santé de ces populations et mettent financièrement et durablement en difficulté la sécurité sociale. De vrais emplois qualifiés et de bons salaires seraient signe d'efficacité sociale.

Les politiques de personnel des organismes doivent être prévues pour rétablir le contact humain et créer le lien social, de plus en plus évolutif et complexe.

La Cgt propose qu'un large débat national soit ouvert avec les assurés sociaux et les différents acteurs, sur l'avenir de l'assurance maladie, ses missions, son organisation, son financement, les conditions de sa gestion.

C'est bien l'ensemble de ces questions, que pose le projet de régionalisation/privatisation de l'assurance maladie et qui nous concerne tous, en tant que citoyens et en tant qu'assurés sociaux.

La Cgt fait des propositions pour de nouvelles conquêtes en matière de Sécurité sociale. Elle vous appelle à en débattre et à agir...